

Face aux attaques contre l'éducation publique, **A nous d'agir le 18 octobre,** **avec toute la fonction publique**

Les déclarations du président Sarkozy et de l'ensemble de son gouvernement, marquent une offensive supplémentaire et généralisée **contre les salarié-e-s en général**:

- l'allongement de la **durée de cotisation pour la retraite** à 41 ou 42 ans dès 2008.
- **franchise médicale** pour combler un trou de la Sécu fabriqué artificiellement.
- la fin annoncée du CDI au profit d'un **contrat de travail unique** plus précaire.

La fonction publique, au service de la population, est particulièrement visée, et mise en accusation, afin d'imposer :

- la **suppression de 22 000 emplois de fonctionnaires** pour 2008, et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.
- la remise en cause du **statut de la fonction publique** par le recrutement en contrats de droit privé, salaires individualisés et au « mérite ».

Dans l'éducation, le gouvernement entend aussi casser l'enseignement public pour imposer une école encore plus inégalitaire, aux ordres des intérêts privés :

- **Suppression de 11 200 postes** d'enseignant-e-s, personnel de vie scolaire, TOS et recours massif aux **heures supplémentaires**, augmentation des **contrats précaires**, accroissement des **pressions** sur les personnels et aggravation des conditions de travail.
- Annonce d'assouplissement puis de **suppression de la carte scolaire**, aboutissant à la création et au renforcement de ghettos scolaires.
- Projets de **suppression des SEGPA**.
- Conséquences désastreuses de la **décentralisation** pour les personnels TOS : versement des primes sur le principe du copinage ou du clientélisme, dégradation des conditions de travail, perte du droit fondamental à la mutation pour ceux n'ayant pas opté pour la Fonction publique d'Etat,...
- **Suppression de 400 emplois administratifs**

Tous ces choix politiques contribuent à construire un système éducatif tourné vers les seuls besoins du patronat, toujours à la recherche d'une main d'œuvre plus malléable et dépendante, au détriment de l'émancipation des individus.

Nous appelons à faire massivement grève le jeudi 18 octobre et à participer :

**Rassemblement à 12h,
place de la République, à Strasbourg,
puis Manifestation.**

**Rassemblement à 17h,
place de la Réunion, à Mulhouse**

Nous appelons à une assemblée générale après le rassemblement afin de décider de la suite à donner au mouvement.

- **pour le maintien du statut de la fonction publique et des services publics, pour l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires et l'embauche des précaires.**
- **pour le retour aux 37,5 années pour tous à taux plein, public-privé, pour la retraite à 60 ans maximum.**
- **pour une école publique, gratuite et laïque, de qualité pour tous et toutes.**